Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 23 (1986)
Heft: 819

Artikel: Parti socialiste : le mécano de la sociale (-démocratie)
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1022868

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

PARTI SOCIALISTE

Le mécano de la sociale (-démocratie)

A lire absolument, à digérer lentement, à réaliser progressivement. Voilà ce qu'il faudrait inscrire à l'intention des socialistes et sympathisants sur le bandeau du livre que vient de publier Rudolf H. Strahm, secrétaire du Parti socialiste suisse de 1978 à 1985, sous le titre DU CHANGEMENT DES ROUES D'UN TRAIN EN MARCHE (Zurich, Limmat Verlag 1986). Cette délicate opération, le Parti socialiste doit la réaliser s'il veut enrayer le processus d'érosion qui le dégrade plus vite que les autres partis gouvernementaux. Beau défi en vérité en forme de nouvelle variation sur le thème «Si le grain ne meurt».

L'ennui — et principal défaut — c'est justement que le bouquin, par ailleurs quasiment génial, paraît en allemand et dans une perspective assez typiquement alémanique, plus précisément bernoise. On sait R.H. Strahm marqué par le grand vieux canton avec toute la force que donnent la puissance, les dimensions, le protestantisme rigoureux, les ressources agricoles et une déjà solide conviction collective écologiste-conservatrice; la symbiose ville-campagne est sans doute mieux réussie à Berne que dans d'autres cantons, avec un respect engagé du passé urbain, comme du présent agricole.

LA MISE EN PASTÈQUE

Et Strahm de préconiser justement, pour l'avenir immédiat et plus lointain, l'intégration concertée de toutes les préoccupations relatives à l'environnement de l'homme, dans la morale pratique du socialisme — de la sociale-démocratie écrit-il. Le PSS, à l'instar de la SPD allemande de Peter Glotz et Lafontaine, doit réussir sa «mise en pastèque» (vert dehors, rouge dedans, comme dit Brélaz) s'il veut rester — ou redevenir — le grand parti des salariés, ouvriers *et* employés, et non s'éclater en un vague forum où se discutent, avec passion et non sans intelligence certes, les problèmes du moment. Cette forme d'opportunisme, Strahm a raison de la dénoncer: les inévitables zigzags d'un coup (plus ou moins fumant) (après l'autre) constituent bien l'inverse du travail politique droit (dans le double sens du terme) et de longue haleine par définition.

Pour le long terme, disons à l'horizon 2003 (référence pour Strahm né en 1943), le Parti socialiste doit gagner. Parce qu'il rassemble déjà plus de connaisseurs en environnement que les formations écologiques, davantage de femmes engagées que les organisations féministes, quasiment toutes les personnes actives à la fois en politique et dans le mouvement consumériste, etc.
A la limite, Strahm a l'air de considérer comme facile la mise en œuvre de ces «motivés centrés» sur un thème, typique des citoyens d'aujourd'hui qui répugnent à prendre une responsabilité sociale trop large, comme doivent en assumer les partis fidèles à leur vocation universelle. Plus facile en tout cas que le maintien dans le giron socialiste de sa base populaire traditionnelle, composée par un monde ouvrier lui-même en proie à une grave crise de survie. Strahm n'exclut pas une plongée des effectifs de l'Union syndicale suisse au-dessous de 400 000 membres, dont un cinquième d'étrangers, ni un effondrement des suffrages socialistes au-dessous de la barre des 20%, voire des 17%, au plan national.

UN TRAIN SOLIDE

Risque ne veut pas dire fatalité: en renonçant à faire les gros titres de la presse de boulevard et en redonnant la priorité aux activités moins spectaculaires liées à l'organisation et à la formation, le PSS va se ressaisir. Il en a les moyens, comme il peut changer de roue en marche, car le train est somme toute solidement composé: avec un parti nombreux, avec des milliers de militants (souvent trop pris par leurs problèmes locaux, surtout en Romandie, Strahm l'oublie), avec des organisations annexes culturelles et sportives particulièrement vivantes en Suisse alémanique, dont les Amis de la nature avec un nouveau secrétaire central nommé Strahm.
Reste à resserrer les liens entre tout ce monde et à gérer le conflit potentiel entre un parti socialiste verdissant et des syndicats craignant pour la sécurité de l'emploi. Là encore, les Allemands servent de référence avec leur slogan: «L'écologie crée des possibilités de travail». Dépasser le conflit en démontrant son inanité à terme: la première grande tentative est d'ores et déjà programmée pour le très prochain congrès du PSS qui se tiendra à Lausanne à fin juin, sur le thème Environnement et Emploi...
Secrétaire du PSS, Strahm n'a pas toujours su éviter d'intervenir dans les affaires politiques, avec une prédilection pour les jeux de personnes — sans même faire chaque fois le bon choix. Théoricien et excellent connaisseur du parti, Strahm, nouvellement élu au Grand Conseil bernois, sait avoir et formuler une vision de l'avenir du pays, comme d'un socialisme actif, soucieux de rigueur dans la pensée et de succès dans la réalisation. A cet égard, on lira avec une attention toute particulière l'excellente troisième partie du livre de Strahm, qui ne se dérobe pas comme tant d'autres devant la description de perspectives concrètes en matière de politique sociale, économique, agricole, des transports,

des médias, etc. Et on y trouvera les grandes lignes d'un programme d'action susceptible de mener à ce qui est le but — souvent oublié à gauche — de tout parti: atteindre, sans compromission sur l'essentiel, cette fameuse majorité arithmétique qui seule mène au pouvoir en régime démocratique. A méditer après le second tour des élections au Conseil d'Etat bernois. **Y. J.**

Revue syndicale

Lu le dernier numéro de la *Revue syndicale* (n° 6 - 1985) consacré à l'Etat social. Remarqué plus particulièrement deux articles, l'un de Beat Kappeler, secrétaire de l'USS, sur les doctrines néo-libérales, l'autre de Martino Rossi, économiste à l'Etat du Tessin, sur la crise fiscale.
A retenir: si le néo-libéralisme à la mode nous irrite, ne pas oublier que ce courant de pensée et les politiques qui s'en réclament ont été alimentés par l'échec du keynésianisme — relance de la demande par l'Etat — et des grandes politiques publiques. Dès lors quelle riposte à l'individualisme égoïste et à la loi de la jungle dont les tenants du libéralisme nouveau nous promettent monts et merveilles — et dont les concrétisations américaine et britannique montrent bien les faiblesses?
Le salut ne réside pas à coup sûr dans le «tout à l'Etat» ni dans le recours systématique à l'investissement public. D'un point de vue syndical la réactivation de l'économie ne peut ignorer les facteurs écologiques et les besoins de développement du tiers monde. Par ailleurs l'Etat n'est pas exempt de traits oppressifs — limitations des libertés, bonheur et égalité administrés...
Beaucoup d'interrogations, des éléments de réponses proches des observations d'Edmond Maire (DP 816), qui devront encore être intégrés dans une stratégie d'action cohérente.

VUE-DES-ALPES

L'affaire n'est pas close

Le vote neuchâtelois du 27 avril dernier représente, on a souvent oublié de le souligner, un oui à 20% seulement du projet de seconde route à la Vue-des-Alpes. La décision pour le «gros morceau» restant se prendra donc à Berne, sur la base de critères objectifs visant à la coordination des transports. Plus rien à voir avec les arguments passionnels de «psychothérapie cantonale» qu'on a pu entendre tout au long de la campagne et dont la presse neuchâteloise s'était largement fait l'écho.
La Fédération suisse des cheminots (SEV) a toujours défendu l'idée qu'une amélioration — indiscutablement nécessaire — des liaisons entre le Haut et le Bas du canton ne passerait pas par la seule construction d'une route en tunnels. Michel Béguelin, rédacteur responsable du *Cheminot*, organe de la SEV, a tenu à resituer le problème dans sa dimension nationale.

Le 27 février 1983, le peuple suisse acceptait le nouvel article constitutionnel sur les droits de douane sur les carburants. La Fédération des cheminots a soutenu le projet: à ses yeux, il offrait une transition tolérable vers une politique **coordonnée** des transports. De plus, le Conseil fédéral affirmait haut et clair (voir son information aux citoyens) qu'il n'y avait aucun risque de voir les cantons se lancer dans de folles dépenses routières sous prétexte que «l'argent étant là, il faudra le dépenser».

Dès le début de 1984, le Département des travaux publics du canton de Neuchâtel met en place sa stratégie pour exploiter le filon de la route de la Vue-des-Alpes. Selon la célèbre tactique du salami, il prépare un projet en trois tranches: d'abord l'autoroute de faîte avec ses tunnels à deux voies, puis les gorges du Seyon, où le besoin d'amélioration est le plus pressant, enfin le doublement des tunnels de faîte. La première étape (350 millions) est la plus délicate, mais les 280 millions fédéraux constituent un appât juteux autour duquel il sera facile de faire «l'unité du canton». Quant aux deux autres étapes, elles seront ensuite inévitables et le peuple ne pourra que les accepter. Ainsi, en tout, on pourra investir 600 millions dans cette seule liaison, qui permettra de gagner... 2,3 kilomètres!

Le 27 avril, le peuple neuchâtelois a accepté la part cantonale pour la première étape après une campagne de bourrage de crâne sans précédent dans notre pays. Mais pour la part fédérale — le gros morceau de 280 millions — la décision se prendra à Berne, sur la base de critères totalement différents: en effet, les tunnels de la Vue-des-Alpes constituent le premier cas d'application de la nouvelle loi sur l'utilisation des droits de douane sur les carburants. Ce cas a donc une valeur de référence et le Conseil fédéral devra le mettre en parallèle avec toutes les autres mesures déjà prises et à venir pour sortir de l'anarchie en matière de transports. De plus, il devra le comparer aux projets des autres cantons de façon à respecter ses engagements de 1983 d'éviter la surconstruction routière. Il y a sans doute beaucoup de cantons qui pourraient être tentés de jouer à «consolider leur unité», si c'est la condition pour piquer quelques centaines de millions routiers à la Confédération.

Après la votation du 27 février 1983 sur les droits de douane sur les carburants, André Gavillet écrivait dans un article de DP (673): «A recettes affectées, dépenses contrôlées. Là est le vrai combat.» Nous y sommes en plein aujourd'hui avec la démesure du projet de la Vue-des-Alpes.

M. B.